Document généré le 12 juil. 2025 03:53

L'Actualité économique

L'idéologie économique, par PIERRE DIETERLEN. Un vol., 5½ po. x 8¾, relié, 281 pages. — ÉDITIONS CUJAS, Paris, 1964

Bernard Bonin

Volume 41, numéro 2, juillet–septembre 1965

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1004160ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1004160ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Bonin, B. (1965). Compte rendu de [*L'idéologie économique*, par PIERRE DIETERLEN. Un vol., 5½ po. x 8¾, relié, 281 pages. — ÉDITIONS CUJAS, Paris, 1964]. *L'Actualité économique*, *41*(2), 329–331. https://doi.org/10.7202/1004160ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1965

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'ouvrage ne manque pas d'intérêt. L'introduction de M. Chinitz, entre autres, fourmille d'idées qu'il faudrait se hâter d'approfondir. La partie I, de même, met en lumière les relations qui paraissent exister entre la structure économique d'une région métropolitaine et sa croissance ; des études poussées dans ce sens pourraient bien fournir des indications importantes sur la provenance des maux dont souffrent plusieurs municipalités, aussi bien chez nous qu'à l'étranger.

Denis Germain

L'idéologie économique, par PIERRE DIETERLEN. Un vol., 5½ po. x 8¾, relié, 281 pages. — ÉDITIONS CUJAS, Paris, 1964.

L'idéologie économique, ce « mélange ambigu d'abstractions idéalisées, nées dans le silence du cabinet et presque aussitôt portées sur la place publique » est omniprésente. L'économiste a beau « prendre ses distances », il n'y échappe pas. Voilà nous semble-t-il l'idée maîtresse de l'ouvrage de P. Dieterlen.

Il est rare qu'un économiste prenne le temps de réfléchir aux implications philosophiques de sa discipline. C'est là une tâche des plus astreignantes et qui exige, par surcroît, de celui qui s'y adonne une intelligence et un jugement peu communs. Lorsque de plus l'ouvrage est écrit dans un style dont la richesse et la correction ne surprendront guère ceux qui connaissent les écrits de P. Dieterlen, mais qui encore là sont l'apanage d'un très petit nombre de privilégiés, on peut être sûr de se trouver en face d'une contribution remarquable.

Les jugements que l'auteur porte sur la « science » économique sont parfois très sévères et choqueront plusieurs beaux esprits. Il est tellement plus agréable de se complaire dans une confortable insouciance, de se dire que telle façon de voir les choses est scientifique, que telle autre ne l'est pas ou encore d'adopter une attitude purement pragmatique en se contentant des résultats obtenus sans s'interroger sur ce que l'on fait. Pourquoi faut-il alors qu'un iconoclaste vienne au terme d'une « oiseuse dissertation » les déranger dans leur sommeil ? Ceux-là peuvent dormir tranquilles : l'ouvrage de P. Dieterlen les effleurera à peine car les idées qu'il contient ne seront admises que par ceux qui en entreprennent la lecture dans un état d'esprit qui est tout le contraire de leur narcissisme, par ceux qui, dirons-nous, sont marqués d'une idéologie différente de la leur.

L'auteur s'efforce dans une première partie de délimiter le champ économique. Il se demande d'abord ce qu'est la rationalité économique. Après avoir montré la difficulté de la définir correctement, il fait apparaître divers degrés de rationalité : rationalité pensante du théoricien, rationalité agissante du sujet économique, rationalité dégradée, rationalités hybrides, diverses « quant à leur niveau d'abstraction et à leur champ d'application » (p. 40).

Il choisit ensuite de délimiter le champ économique d'abord en discutant de quelques-uns de ses concepts constitutifs, d'un « certain nombre de thèmes, dialectiquement couplés, ceux-ci étant choisis en considération surtout de la place qu'ils occupent dans la pensée et dans l'usage » : grandeurs nominales et grandeurs réelles, valeur d'échange et valeur d'usage, équilibre et déséquilibre, produit

individuel et produit social, produit social et produit global. L'auteur le dit bien : il tente seulement, par cette démarche, de saisir un contenu difficilement saisissable d'ailleurs, comme l'attestent les définitions innombrables de l'économie politique. Puis, un chapitre consacré à la nature du champ économique dégage quelques « apparentements » dont la plupart nous sont familiers, économie et politique, science économique et morale, subjectivité et intersubjectivité, économie et dialectique.

Les modalités du champ économique font l'objet du cinquième chapitre. Ces modalités tiennent à la pluralité des thèmes de discussion (p. 84) et à la pluralité des styles de pensée (p. 90). Quant aux limites du champ économique (chap. 6), elles sont d'abord formelles et proviennent du vocabulaire lui-même, de son ambiguïté « chaque mot ayant plusieurs sens ». Les limites essentielles ne sont pas moins imprécises que les premières et le risque est grand d'aller trop loin ou, au contraire, pas assez loin. Dans la deuxième partie de son ouvrage qui nous apparaît, quant à nous, inférieure à la première parce que manquant d'homogénéité, l'auteur tente de dégager une logique de l'idéologie. Il aborde, en premier lieu, l'étude de la complémentarité et distingue la complémentarité générale des complémentarités spécifiées. Mais cette complémentarité inhérente au phénomène économique peut être harmonique et toute évolution dynamique présuppose et signifie l'existence d'une telle complémentarité, ou antagonique auquel cas elle devient « fautrice d'immobilisme » (p. 137).

Pourtant l'antagonisme se retrouve très fréquemment dans l'univers économique, ces principales composantes étant la rareté des biens, l'intentionnalité des sujets et leur incertitude. Quoi qu'on en pense il faudra bien alors, si l'on désire arriver à une complémentarité harmonique, chercher les « voies de l'harmonisation » (chap. 9). La politique économique dans son ensemble, et plus particulièrement l'idée de plan se trouvent parmi ces voies possibles. Pour notre part, nous avons beaucoup apprécié ce chapitre sur l'idée de plan : il contient des jugements très réalistes sur les ressorts de l'idée de plan, sur les ambiguïtés de la planification et sur les embarras de la planification ou de l'attitude prospective en général.

Le reste de l'ouvrage nous paraît moins bon. Le chapitre XI qui s'intitule le principe de dépassement s'intègre plus ou moins bien à l'ensemble. Quant aux deux derniers chapitres, ils contiennent des idées intéressantes certes, mais que l'auteur aurait pu exprimer en moins de pages. L'argumentation peut probablement se résumer ainsi (p. 233) : l'unité de corrélation, condition d'une coordination par les lois, propre au monde physique, ne se retrouve à aucun degré dans le monde économique. Cette unité de coordination consiste dans l'existence d'un temps objectif, unitaire et homogène. Or, le temps économique n'est rien de tout cela. Il se caractérise plutôt par la coexistence de deux durées hétérogènes : les délais techniques et les délais de réaction des sujets. Dans ces conditions, « le champ économique, envisagé non plus seulement quant à ses concepts constitutifs, à sa nature, à ses modalités et à ses limites, mais quant à son contenu dynamique, se caractérise par une constellation de décisions qui s'entrecroisent dans l'espace et dans le temps, par un ordre spatio-temporel plus ou moins changeant, dans

l'espace comme dans le temps, donc dynamique à tous ces titres. Ordre qui, s'il n'élimine pas complètement la contingence et le hasard, ne leur laisse pourtant qu'une place mineure, faute de quoi on ne saurait parler d'un ordre... » (p. 267).

Peut-on dans ces conditions parler actuellement de science économique ? Terminons en citant encore un passage de l'auteur... « Tel est, autant qu'on en puisse juger aujourd'hui, la vocation de notre champ économique : la place de l'expérience, donc des lois induites, y est nulle ; celle des lois correctement déduites d'hypothèses plausibles y est restreinte ; celle des hypothèses non vérifiées, présentées sans vergogne sous forme de thèse, y est grande ; celle des préceptes présomptueux y est encombrante... » (p. 267). Bernard Bonin

Cities and Space : the Future Use of Urban Land, en collaboration. Un vol., 6 po. x 9, relié, 261 pages. — THE JOHNS HOPKINS PRESS, Baltimore 18, Md., É.-U., 1963. ($5.50).

Cet ouvrage fait suite à un symposium tenu en 1962 par le groupe de Resources for the Future, organisme qui s'est donné pour tâche de faire des recherches concernant le développement, la conservation et l'utilisation des richesses naturelles. Les textes qu'il contient reposent sur les communications présentées à l'occasion de ce symposium dont le thème central concerne le problème de l'urbanisation, envisagé plus particulièrement sous l'aspect de l'utilisation du territoire urbain.

Les collaborateurs à ce volume sont, dans l'ordre de présentation des textes, MM. L. Wingo, principal responsable de la publication, M.-M. Webber, J.-B. Tankel, Mme C. Bauer Wurster, MM. F. Gutheim, L.-J. Duhl, R. Artle, C.-M. Haar et H. Fagin. Les principaux sujets abordés concernent : la nécessité de maintenir une certaine unité dans les communautés urbaines, l'importance d'avoir des espaces ouverts, la forme et la structure des futures agglomérations urbaines, la famille dans la mégalopolis, la politique gouvernementale face au besoin d'aménager d'une façon économique le territoire urbain, le contrôle social de ce territoire, l'utilisation de l'espace en regard du comportement social futur.

L'intérêt de ces exposés réside dans le fait qu'ils soulèvent un bon nombre de questions auxquelles très peu de personnes s'étaient, jusqu'à maintenant, intéressées. En face du développement phénoménal des villes et des régions métropolitaines, depuis la dernière guerre mondiale en particulier, on en vient à se demander si la structure des grandes agglomérations, qui se sont développées la plupart du temps au petit bonheur, répond bien au besoin de la population pour ce qui est de l'aspect humain de son développement. Ne pourrait-on pas concevoir des façons d'aménager des villes qui, tout en satisfaisant l'aspect rationalité, seraient plus humaines ? La congestion, fléau des grandes régions métropolitaines et qui s'accentue à mesure que le nombre d'automobiles augmente, peut-elle être éliminée ou au moins diminuée tout en conservant la forme et la structure actuelle des villes ? Le problème du logement est-il appelé à se perpétuer ? Autant de